



Afrique de l'Ouest et du Centre

Élèves réfugiés maliens à l'école dans le camp de Goudoubo, au Burkina Faso. En raison de l'insécurité croissante, les enseignants ne se rendent plus en classe depuis les vacances de Noël. Les élèves viennent quand même en classe et se font cours les uns aux autres, sans enseignants, ni livres ni craies.

© HCR/Sylvain Cherkaoui

ENVIRONNEMENT OPÉRATIONNEL ET OBJECTIFS STRATÉGIQUES CLÉS

Fournir une aide humanitaire vitale

Compte tenu des crises et des déplacements en cours dans la région, notamment au centre du Sahel et dans le bassin du lac Tchad, et de la situation politique instable en République centrafricaine et en Côte d'Ivoire, le HCR renforcera ses capacités de préparation et de réponse aux situations d'urgence afin de fournir une aide humanitaire vitale en temps voulu à plus de 8,5 millions de personnes contraintes de fuir et aux communautés qui les accueillent.

Dans le contexte des déplacements internes, le HCR dirigera les groupes sectoriels chargés de la protection, des abris/articles non alimentaires et de la

gestion et coordination des camps, fournira une aide directe aux déplacés internes, veillera à ce que la protection soit placée au centre de la réponse humanitaire multi-acteurs et recherchera des solutions en coordination avec tous les partenaires, notamment avec les principaux acteurs du secteur du développement. Conformément à son Initiative relative aux déplacés internes, le HCR s'efforcera d'appliquer de manière plus cohérente les approches par zones et les programmes intégrés au Burkina Faso, au Niger, au Nigéria, au Mali, en République centrafricaine et au Tchad afin d'accroître les opportunités et les ressources disponibles en faveur des populations déplacées et des communautés locales.

.../...

Conséquences de la pandémie de COVID-19 sur la planification, la préparation et la réponse aux situations d'urgence

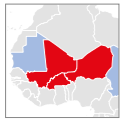
En Afrique de l'Ouest et du Centre, la pandémie de COVID-19 représente une charge supplémentaire pour une région confrontée aux changements climatiques, à la pauvreté et à des vulnérabilités telles que des systèmes de santé nationaux fragiles, un accès limité à l'eau et aux services d'assainissement et des conditions de vie précaires dans la plupart des régions accueillant des populations déplacées.

Alors que l'accès humanitaire était déjà entravé par la violence et l'insécurité au Sahel et dans le bassin du lac Tchad, les opérations du HCR ont été encore plus limitées par la pandémie de COVID-19 et par les restrictions de circulation qui ont été imposées par la suite par les gouvernements dans toute la région.

L'éducation a été particulièrement perturbée par la pandémie, notamment dans le bassin du lac Tchad et au Sahel où elle était déjà compromise par la violence permanente. Les conséquences négatives des fermetures d'écoles prolongées ont eu d'importantes répercussions sur les enfants déplacés, en particulier les filles qui risquent davantage d'arrêter l'école définitivement, ce qui les expose à des risques de protection tels que le mariage forcé.

Dans ce contexte régional difficile, le HCR adapte ses processus et ses programmes pour assurer la continuité de l'aide et atténuer l'impact de la pandémie sur les populations déplacées. Le HCR plaidera pour préserver l'accès à l'asile et à la protection internationale, soutiendra des réponses nationales inclusives dans le domaine de la santé et renforcera ses interventions en matière d'abris pour améliorer les conditions de vie, y compris dans les communautés d'accueil. L'organisation veillera à la continuité de l'éducation, renforcera les mécanismes de protection communautaire et augmentera ses interventions dans le domaine des moyens de subsistance pour atténuer l'impact économique de la pandémie, tout en cherchant des solutions durables.

PRINCIPALES SITUATIONS EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE EN 2021



SAHEL

En août 2020, le nombre de déplacés internes au Burkina Faso a dépassé un million. Ce chiffre reflète l'augmentation de la violence et de l'instabilité au Sahel, qui a contraint un nombre croissant de familles à fuir tout en exacerbant les tensions sociales et politiques dans la région. Le conflit s'est également étendu vers le sud, les populations en Côte d'Ivoire et au Ghana étant de plus en plus ciblées par les groupes armés. Comme la situation sécuritaire pourrait vraisemblablement se détériorer davantage, jusqu'à 2 millions de personnes supplémentaires pourraient, selon les prévisions, être déplacées au Sahel en 2021.

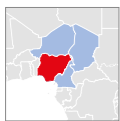
Le HCR continuera de fournir une aide humanitaire et de rechercher des solutions pour les populations déplacées et leurs communautés d'accueil. Conformément à la stratégie régionale publiée en juin 2020, la réponse du HCR portera principalement sur les interventions dans le secteur des abris, la distribution d'articles de secours essentiels, la prévention des violences de genre et la réponse à ces violences, l'éducation et la protection de l'environnement. Dans l'hypothèse où le conflit, les violences et les déplacements forcés se propageraient au Bénin, à la Côte d'Ivoire, au Ghana et au Togo, le HCR maintiendra son soutien à ces pays pour la préparation aux situations d'urgence et la planification de mesures d'urgence.

Le HCR veillera à ce que la réponse humanitaire soit complétée par des interventions à plus long terme dans le secteur du développement et de la consolidation de la paix afin de s'attaquer aux causes profondes et imbriquées de la crise du Sahel. En outre, le HCR coopérera et coordonnera ses actions avec les gouvernements du Burkina Faso, du Mali, de Mauritanie, du Niger et du Tchad et d'autres acteurs pertinents. Pour faciliter et structurer cette coopération, les cinq gouvernements ont mis en place, avec le soutien du HCR, le Processus de Bamako, un processus intergouvernemental visant à mettre en œuvre les conclusions de la Déclaration de Bamako de 2019.

189 800
RÉFUGIÉS MALIENS
DANS LES PAYS VOISINS

2 millions
DE DÉPLACÉS INTERNES
AU MALI, AU BURKINA FASO
ET DANS L'OUEST DU NIGER

71 000
RÉFUGIÉS ET DÉPLACÉS
INTERNES RAPATRIÉS



NIGÉRIA

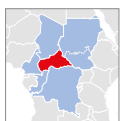
Les conditions de sécurité au Nigéria et dans ses environs, notamment dans l'ensemble du bassin du lac Tchad, resteront instables en 2021, ce qui aura un impact négatif sur l'environnement de protection dans les zones frontalières entre le Cameroun, le Niger, le Nigéria et le Tchad, et entraînera d'autres déplacements dans la région.

Le bassin du lac Tchad – en particulier les zones frontalières entre le Cameroun, le Niger, le Nigéria et le Tchad qui sont gravement exposées à l'insurrection de Boko Haram – restera l'une des régions les plus dangereuses au monde pour les civils. La violence et l'insécurité dans les États de Katsina, de Sokoto et de Zamfara dans le nord-ouest du Nigéria ne montrent aucun signe d'apaisement, ce qui limite les possibilités de retour pour les plus de 40 000 réfugiés qui ont été contraints de fuir dans la région de Maradi au sud du Niger depuis 2019. Malgré l'accès de plus en plus limité des organisations humanitaires du fait de l'insécurité, le HCR se concentrera sur le maintien des capacités de réponse d'urgence et mettra aussi davantage l'accent sur les réponses à moyen terme, notamment en matière de solutions, de soutien aux gouvernements pour améliorer l'identification des personnes relevant de sa compétence, de renforcement de la résilience et d'actions en faveur de l'égalité des sexes et des jeunes. Le HCR continuera également de soutenir les systèmes nationaux de santé afin de faire face à la pandémie de COVID-19 et d'atténuer la propagation du virus dans les zones d'accueil autour du bassin du lac Tchad, caractérisées par une densité de population élevée et des systèmes de santé saturés.

307 000
RÉFUGIÉS DANS
LE BASSIN DU LAC TCHAD

3,3 millions
DE DÉPLACÉS INTERNES AU
NORD-EST DU NIGÉRIA,
DANS L'EXTRÊME-NORD
DU CAMEROUN ET
AU SUD-OUEST DU TCHAD

179 000
RÉFUGIÉS ET DÉPLACÉS
INTERNES RAPATRIÉS



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

La situation politique et sécuritaire en République centrafricaine continue de s'améliorer bien que des poches d'instabilité subsistent. S'appuyant sur les accords tripartites conclus avec le Cameroun, la République démocratique du Congo et la République du Congo en 2019, le HCR collaborera avec les gouvernements ainsi qu'avec les acteurs humanitaires et du secteur du développement afin de faciliter le retour des réfugiés et des déplacés internes centrafricains dans la sécurité et la dignité en 2021, et de veiller à leur réintégration réussie et durable. Tout en renforçant sa présence dans les principales zones de retour, le HCR dirigera également les groupes sectoriels chargés de la protection, des abris/articles non alimentaires et de la gestion et coordination des camps en République centrafricaine. Le HCR mettra en place une plateforme de soutien pour défendre et mobiliser des engagements politiques et financiers en faveur de la protection, de l'inclusion et des solutions pour toutes les populations touchées en République centrafricaine et dans les principaux pays d'accueil.

591 000
RÉFUGIÉS CENTRAFRICAINS
DANS LES PAYS VOISINS

500 000
DÉPLACÉS INTERNES

130 000
RÉFUGIÉS ET DÉPLACÉS
INTERNES RAPATRIÉS



CAMEROUN

Les crises dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun devraient persister en 2021, déclenchant des déplacements internes dans le pays et des flux de réfugiés vers le Nigéria. Le HCR maintiendra son soutien au gouvernement du Nigéria en assurant la protection et en renforçant la résilience des réfugiés et des communautés d'accueil, à travers une combinaison d'interventions ciblées pour les réfugiés vivant dans des sites d'installation et d'approches hors des camps, en coordination avec les services nationaux et les autorités locales. Le HCR dirigera également les groupes sectoriels chargés de la protection, des abris/articles non alimentaires et de la gestion et coordination des camps. Ce pilotage sera fondé sur le recueil et l'analyse de données de qualité relatives à la protection, en appui à la réponse multisectorielle en faveur des déplacés internes. Le HCR renforcera son soutien aux efforts déployés par le Gouvernement du Cameroun pour délivrer des documents aux déplacés internes et aux populations rapatriées.

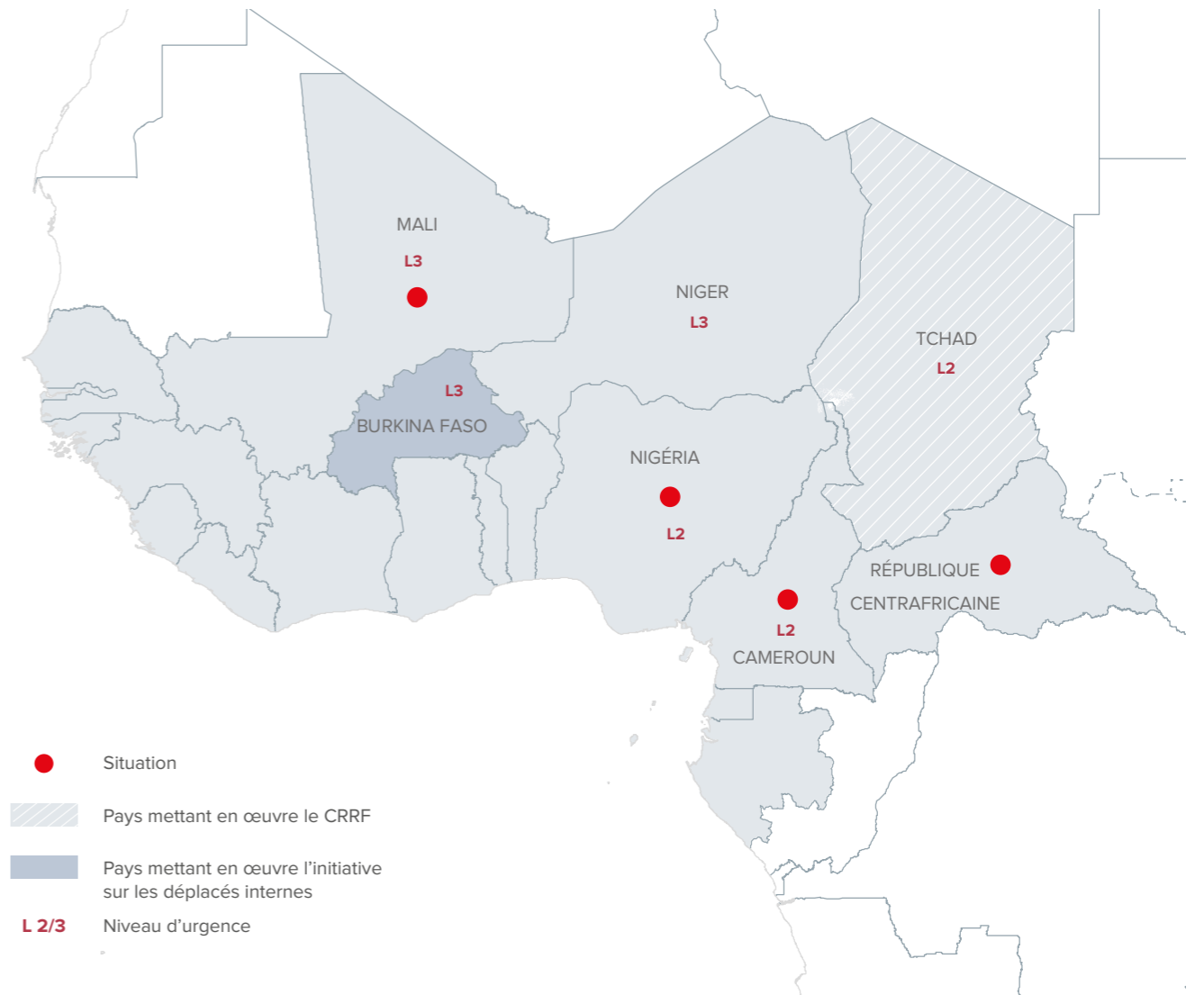
75 000
RÉFUGIÉS
CAMEROUNAIS AU NIGÉRIA

802 000
DÉPLACÉS INTERNES
AU SUD-OUEST ET AU
NORD-OUEST DU CAMEROUN

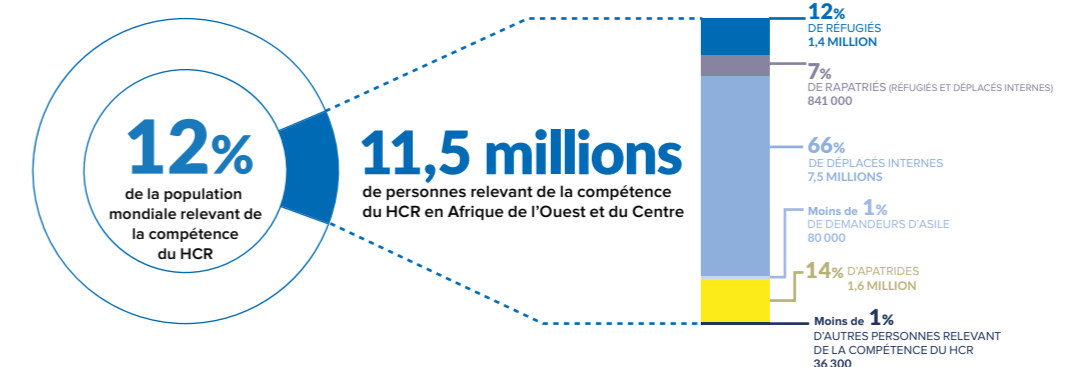
431 000
DÉPLACÉS INTERNES RAPATRIÉS

*Estimations du gouvernement : 152 000 personnes

Avec cinq crises de déplacement majeures en cours dans la région et la possibilité que l'instabilité au Sahel, exacerbée par les effets des changements climatiques, se propage vers les pays côtiers, l'Afrique de l'Ouest et du Centre sera confrontée à des préoccupations de protection majeures et à une augmentation des déplacements en 2021 et au-delà.



ESTIMATIONS DU NOMBRE DE PERSONNES RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DU HCR EN 2021 EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE



.../...

Renforcer la protection et l'accès à des services de qualité pour les déplacés et les personnes exposées à un risque d'apatridie

Le HCR concentrera ses efforts sur la préservation de l'accès au territoire et du droit de demander l'asile pour les réfugiés dans l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, ainsi que sur la réduction du risque d'apatridie, notamment en Côte d'Ivoire. Le HCR soutiendra des réponses nationales inclusives en matière de santé, en particulier dans le contexte de la pandémie de COVID-19; renforcera les possibilités d'éducation et d'autosuffisance pour promouvoir l'inclusion socio-économique des personnes contraintes de fuir et consolidera la cohésion sociale et la coexistence pacifique avec les communautés d'accueil.

Le HCR mettra également l'accent sur la prévention des violences de genre et la réponse à ces violences, en particulier dans les zones de conflit telles que le Sahel et le bassin du lac Tchad, où les femmes et les filles sont souvent ciblées et touchées par les violences de manière disproportionnée.

Le HCR s'efforcera aussi de sécuriser l'accès des organisations humanitaires aux personnes relevant de sa compétence et aux civils, et collaborera avec ses partenaires pour améliorer la coordination civilo-militaire, notamment à travers un soutien aux plateformes civilo-militaires existantes et la création d'une plateforme de coordination civilo-militaire régionale. Le HCR continuera d'améliorer et d'intensifier le suivi de protection de façon coordonnée, afin d'en tenir compte dans sa programmation et ses activités de plaidoyer, grâce au développement et au déploiement de nouveaux outils dans toute la région en 2021.

La réduction des risques de protection pour les réfugiés et les demandeurs d'asile prenant part à des mouvements mixtes en Afrique de l'Ouest et du Centre restera également une priorité. En coordination avec les gouvernements, le HCR renforcera ses investissements dans des programmes visant à sensibiliser le public aux dangers de tenter la traversée du Sahara et de la Méditerranée. Il proposera également aux personnes relevant de sa compétence en situation de déplacement, des solutions alternatives viables à la poursuite de leur déplacement en leur garantissant une protection et des possibilités de moyens de subsistance dans les pays d'asile.

Le HCR soutiendra les autorités nationales d'asile dans leurs efforts visant à prévenir la traite des êtres humains et à protéger les victimes, et renforcera si besoin sa collaboration avec les autorités dans ce domaine conformément à son mandat. Le « Document cadre relatif à l'élaboration de procédures normalisées pour faciliter l'identification et la protection des victimes de la traite » publié conjointement par le HCR et l'OIM servira de référence.

Rechercher des solutions durables

Le HCR coopérera avec des partenaires tels que les gouvernements, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), les acteurs du secteur du développement et les communautés locales pour soutenir l'inclusion socio-économique des réfugiés et si possible leur intégration locale.

En 2021, le HCR soutiendra le processus de naturalisation de plus de 3000 réfugiés ciblés dans la région et plaidera en faveur d'autres formes d'intégration locale, telles que des permis de séjour pour les réfugiés ivoiriens vivant au Libéria et en Sierra Leone, les réfugiés mauritaniens vivant au Sénégal, les réfugiés sénégalais

vivant en Gambie et en Guinée-Bissau, ainsi que pour les réfugiés togolais vivant au Ghana. Le HCR s'efforcera également d'atténuer les effets négatifs de la pandémie de COVID-19 en menant des activités qui renforcent les moyens de subsistance, l'autosuffisance et la coexistence pacifique entre les réfugiés et leurs communautés d'accueil.

Le HCR cherchera à maximiser les possibilités de réinstallation et les voies complémentaires pour les réfugiés en Afrique de l'Ouest et du Centre à mesure que les restrictions des voyages seront progressivement levées. Malgré la suspension des programmes de réinstallation depuis le début de la pandémie de COVID-19 en mars 2020, le HCR prévoit de réinstaller plus de 2800 réfugiés et continuera de plaider en faveur d'une augmentation des possibilités de réinstallation et des voies complémentaires, notamment la réunification familiale, les permis d'études et de travail, et l'évacuation vers le Niger par le biais du Mécanisme de transit d'urgence. Lorsqu'il est possible de le faire dans la sécurité et la dignité, le HCR prévoit de faciliter le rapatriement volontaire d'environ 170 000 réfugiés souhaitant rentrer, en particulier vers la Côte d'Ivoire, le Mali, le Nigéria et la République centrafricaine.

Renforcer les partenariats régionaux

Conformément aux objectifs du Pacte mondial sur les réfugiés, le HCR continuera de collaborer avec un large éventail de partenaires, notamment des agences de développement et des institutions financières internationales, pour promouvoir des réponses plus globales et coordonnées aux déplacements en Afrique de l'Ouest et du Centre. Le sous-guichet régional de l'Association internationale de développement (IDA18) pour l'aide aux réfugiés et aux communautés d'accueil de la Banque mondiale continuera d'être un partenariat stratégique, en particulier au Burkina Faso, au Cameroun, au Niger et au Tchad. Le HCR renforcera également sa collaboration avec les principales organisations régionales comme la Banque africaine de développement au Sahel, l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, en facilitant le dialogue et en promouvant une approche régionale coordonnée.

© HCR/Impuls de Moment



La communauté internationale doit agir de toute urgence pour mettre fin à la crise au Sahel central

L'escalade de la violence a rendu l'accès aux personnes dans le besoin presque impossible pour les travailleurs humanitaires dans la région où « des violences indicibles » perpétrées contre les civils ont contraint près de deux millions de personnes à fuir leurs foyers.



INFORMATIONS FINANCIÈRES

Conséquences du sous-financement

Les situations de réfugiés prolongées dans la région, notamment celles des réfugiés mauritaniens au Sénégal et des réfugiés ivoiriens et togolais au Ghana, risquent de faire partie des plus gravement impactées par le sous-financement en 2021.

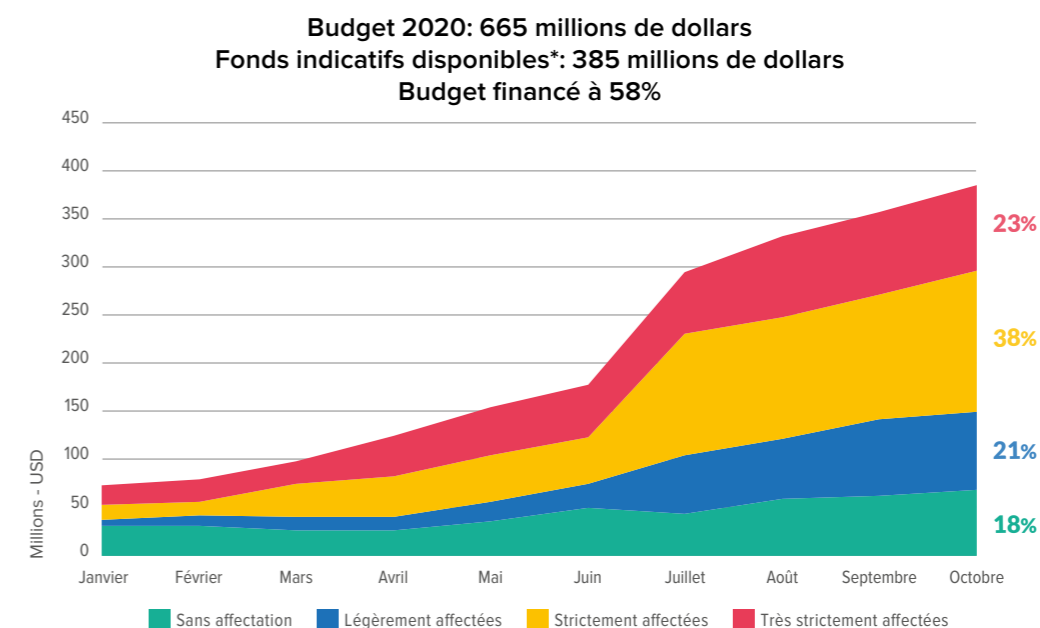
Les financements limités compromettent également la réponse aux principales crises humanitaires dans la région, ce qui pourrait entraîner la réduction ou la suspension de programmes stratégiques, notamment les programmes liés à l'Initiative du HCR relative aux déplacés internes, au Mécanisme de transit d'urgence au Niger ou au programme de rapatriement volontaire en République centrafricaine.

Le HCR dépend de ressources et de personnels supplémentaires pour continuer de renforcer son rôle de chef de file dans la coordination des groupes sectoriels chargés de la protection et de la gestion et de la coordination des camps dans les situations d'urgence affectant l'ensemble de la région, en particulier dans les situations où le nombre de déplacés internes devrait augmenter en 2021, comme au Burkina Faso. Dans la zone du Nord-Ouest du Nigéria, il existe un besoin urgent de renforcer les réponses opérationnelles et les efforts de coordination en faveur des déplacés internes. Au Tchad, l'élaboration d'une intervention opérationnelle en matière de gestion et de coordination des camps est essentielle, tandis qu'au Cameroun et au Mali, des ressources supplémentaires sont également nécessaires pour maintenir les réponses opérationnelles et les efforts de coordination dans le secteur de la gestion et de la coordination des camps (CCCM).

Au Niger, étant donné l'insécurité et les déplacements croissants, sans financements suffisants, le HCR ne pourra pas maintenir le niveau actuel de services fournis par le biais du Mécanisme de transit d'urgence. Ce programme a fait ses preuves pour évacuer les personnes vulnérables en lieu sûr. Il a également apporté un soutien psychosocial en matière de santé mentale, tout en renforçant la cohésion sociale et la coexistence pacifique entre les communautés déplacées et les communautés d'accueil dans la région d'Agadez, grâce à des activités de subsistance communes. Le manque de financements réduira la capacité du HCR de suivre et de répondre aux besoins de protection de plus de 2500 réfugiés et demandeurs d'asile qui devraient recevoir une assistance dans le centre de transit et dans les zones d'accueil environnantes.

Alors que la situation relative à la République centrafricaine est déjà l'une des plus sous-financées au monde, le pays a connu un nouvel afflux d'environ 3000 réfugiés congolais dans la préfecture de Waka en mai 2020. En l'absence de financements supplémentaires, les besoins essentiels de ces réfugiés ne seront pas entièrement satisfaits. En outre, le HCR ne sera pas en mesure de soutenir les projets de rapatriement volontaire et de réintégration pour les réfugiés et les déplacés internes rapatriés en République centrafricaine, dont le nombre devrait augmenter en 2021.

AFFECTATION ET DATE DE RÉCEPTION DES CONTRIBUTIONS 2020 POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE | Au 1^{er} octobre 2020



* Les fonds indicatifs disponibles comprennent les reports des années précédentes et une imputation indicative des fonds non affectés et légèrement affectés sur la base des priorités budgétaires.

BUDGETS POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE | USD

OPÉRATION	TOUS PILIERS					TOTAL
	2020 Budget actuel (au 30 Juin 2020)	PILIER 1 Programme pour les réfugiés	PILIER 2 Programme pour les apatrides	PILIER 3 Projets de réintégration	PILIER 4 Projets pour les déplacés internes	
Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre¹	13 679 130	14 477 736	-	-	-	14 477 736
Activités régionales pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre¹	3 140 200	4 000 000	-	-	-	4 000 000
Burkina Faso	75 660 739	49 875 060	1 000 135	-	32 005 398	82 880 594
Bureau multi-pays au Cameroun²	99 761 775	69 088 564	890 699	-	22 223 312	92 202 575
République centrafricaine	47 362 639	14 515 584	841 245	16 853 566	11 001 032	43 211 428
Tchad	135 390 747	136 465 978	909 076	-	2 089 454	139 464 509
Côte d'Ivoire	13 869 959	5 584 644	9 485 500	2 973 891	-	18 044 035
Ghana	7 886 819	7 249 894	-	-	-	7 249 894
Libéria	10 904 737	10 250 535	-	-	-	10 250 535
Mali	47 501 614	26 934 893	800 000	13 594 457	13 410 681	54 740 031
Niger	100 717 094	84 877 149	1 266 100	-	20 736 215	106 879 464
Nigéria	89 730 440	41 396 925	-	19 562 434	35 436 015	96 395 375
Bureau multi-pays au Sénégal³	19 401 527	18 761 418	626 513	-	-	19 387 931
TOTAL	665 007 421	483 478 381	15 819 268	52 984 349	136 902 108	689 184 106

¹ Le Bureau régional et les activités régionales couvrent l'ensemble de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

² Coordonne les activités au Cameroun et au Gabon et couvre aussi la Guinée équatoriale et Sao Tome-et-Principe.

³ Inclut les activités en Guinée, Guinée Bissau, au Sénégal et au Togo et couvre aussi le Bénin, Cape Verde, la Gambie et la Sierra Leone.

* Note: les budgets indiqués sont ceux qui ont été approuvés par le Comité exécutif du HCR à sa 71^e session d'octobre 2020 et arrêtés à la date du 15 Juin 2020. Toutes les révisions ultérieures des budgets apparaîtront au fur et à mesure de leur adoption. Les budgets révisés pour 2021 seront communiqués aux États membres par les mises à jour régulières sur les budgets et les financements transmises au Comité permanent du Comité exécutif. Les informations sur les budgets 2021 seront également mises à jour en ligne sur une base mensuelle sur le site Global Focus (<https://reporting.unhcr.org>).